



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Animation économique, ruralité  
et agriculture

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

| Nombre de Membres                 |             |                                     |
|-----------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Affiliés au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63                                | 63          | 61                                  |

Objet de la délibération:  
**Ouvertures dominicales - Dérogations / Loi Macron**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉS :**

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

**ABSENTS :**

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Christophe CARRIERE

**RAPPORTEUR :** Monsieur Alain PARLANTI

Transmis le 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le 23 DEC. 2015

Le repos dominical et hebdomadaire, institué par la loi du 13 juillet 1906 en faveur des salariés de l'industrie et du commerce, est la règle. Ce principe est réaffirmé avec la loi Mallié du 10 août 2009.

Toutefois, cette règle connaît des dérogations. En outre, la « loi Macron » n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015 vient assouplir les règles du repos dominical et en soirée (après 21 h) dans les commerces.

Le principe général de la « loi Macron » est le suivant :

- Un nombre limité de dimanches travaillés dans l'année. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le maire peut supprimer le repos dominical des salariés dans la limite maximale de 12 dimanches par an (contre 9 actuellement).
- Une programmation annuelle des dimanches travaillés où le Maire a obligation d'arrêter la liste des dimanches de l'année N, avant le 31 décembre de l'année N-1.
- Une dérogation municipale visant exclusivement les commerces de détail où les marchandises sont vendues au détail au public.
- Une dérogation à caractère collectif qui doit profiter impérativement à la branche commerciale toute entière par commune.
- Seuls les 5 premiers dimanches sont sous l'autorité du Maire après consultations préalables.
- Au-delà de ces 5 dimanches, le Maire doit désormais solliciter l'avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dont la commune est membre.

Par ailleurs, des dispositions particulières sont accordées aux établissements de vente de détail alimentaire de plus de 400 m<sup>2</sup> où les jours fériés légaux travaillés (sauf le 1<sup>er</sup> mai obligatoirement chômé) viennent en déduction de la liste des 12 dimanches du Maire dans la limite de 3 par an.

Il est rappelé que la loi prévoit que, dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale, le Préfet doit réunir annuellement les Maires, les Présidents d'EPCI, les associations de commerçants et les organisations représentatives de salariés et d'employeurs du commerce de détail et organise une concertation sur les pratiques d'ouverture dominicale des commerces de détail au regard des dérogations au repos dominical et de leur impact sur les équilibres en termes de flux commerciaux et de répartition des commerces de détail sur le territoire.

Dans l'attente de la mise en place de cette concertation à l'initiative du Préfet, et compte tenu des délais d'instruction pour les demandes de dimanches travaillés en 2016 devant intervenir avant le 31 décembre 2015, il est proposé que la Communauté d'Agglomération Dracénoise émette un avis favorable aux dimanches qui seraient retenus par les communes sollicitées.

Cette concertation amènera à prendre des délibérations annuelles.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission «Animation Economique» du 7 décembre 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Président à émettre un avis favorable aux dimanches qui seraient retenus par les communes sollicitées, membres de l'EPCI, pour permettre les ouvertures exceptionnelles des commerces de détail de la Dracénie 12 dimanches maximum en 2016.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 59 voix pour  
2 abstention(s) :

Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.